



« Transition de nos logements - Proposition pour une politique tarifaire nouvelle et une monnaie énergie »

Auteurs : A Bodin, B du Crest

Proposition **de Rénov'Éco**

Version 2 20/05/22

Table des matières

.....	3
. A Règles économiques nouvelles, outils économiques nouveaux et institutions nouvelles	3
. 1- Régulation de trois marchés :.....	3
I- de l'énergie.....	3
II- des travaux de rénovation et des fournitures (matériaux et équipements).....	3
III- de la location.....	3
. 2- Tarif unique des kWh domestiques au forfait + dépassement.....	3
. I Conséquences : les effets désirés.....	4
1 sur le comportement individuel: 1.....	4
2 sur le comportement des entreprises du bâtiment:.....	4
3 sur les ménages suivant les déciles de revenus.....	5
Alerte très importante, compte tenu de l'hétérogénéité intra-décile.....	5
. II Effets induits:.....	6
. III- Estimation des réductions de GES et d'économie d'énergie d'ici 2050.....	7
. IV Politique redistributive écologique et sociale.....	7
. V coût nul pour l'État et nouvelles missions régaliennes.....	7
. 3- Caisse de la transition, nouvelle institution à créer.....	8
. 4- Cahier des charges de l'étude pour déterminer les 4 paramètres.....	9
. B Outil monétaire nouveau.....	9
. 1 Changer les comportements.....	9
. I Concevoir une nouvelle monnaie.....	10
. II Effets visés.....	11
. III Effets induits possibles.....	11

Les documents « Pour des trajectoires sobriété-efficacité diverses justes et pacifiques » invite à trouver de nouvelles politiques pour mettre en œuvre ces propositions.

Rénov Éco, propose deux idées à étudier.

Elles seraient à appliquer pendant 10 ans, le temps de la transition.

Elles nécessitent la régulation de trois marchés

Elles nécessitent la création d'une institution « La caisse de la transition »

Mais il y en sans doute beaucoup d'autres idées.

L'urgence est au débat sur des propositions pour sortir de l'impasse où nous sommes.

L'épisode Covid, et la guerre en Ukraine, nous montre que le mode de pensée économique par doxa est inopérant devant les impérieuses nécessités. Au sortir de la deuxième guerre, nous avons su en France, complètement reconstruire nos règles, outils et institutions. En 1990 les polonais ont initiés les premiers une transition d'une économie planifiée vers une économie de marché, en construisant de nouvelles règles, de nouveaux outils et de nouvelles institutions.

.

.A Règles économiques nouvelles, outils économiques nouveaux et institutions nouvelles

.1- Régulation de trois marchés :

Sans prix stables sur ces marchés, le calcul du retour sur investissement est impossible à faire par les acteurs économiques : entreprise du bâtiment, bailleurs, propriétaire occupants, état.

I- de l'énergie

Le tarif du kWh fixé pendant 10 ans . Car la variation chaotique des prix des énergies provoque l'attentisme des acteurs économiques (entreprises et particuliers).

II- des travaux de rénovation et des fournitures (matériaux et équipements)

Leurs prix sont administrés. Ce serait risquer une envolée des prix, des approvisionnement chaotiques . Nous l'avons vécu, il y a quelques années les crédits d'impôts aux changement des fenêtres ont payé la hausse des tarifs des fabricants et des poseurs de fenêtres.

III- de la location

Leurs loyers sont fixés localement avec des barèmes par couple empreinte/productivité. Car laisser la concurrence jouer, c'est risquer des pressions de locataires sur propriétaires si l'offre excède la demande ou des pressions inverses dans le cas contraire. C'est risquer de ralentir ou faire échouer la transition.

.2- Tarif unique des kWh domestiques au forfait + dépassement

Cette tarification fixe quatre paramètres , il sera obligatoire de prévoir en fin de période une refonte complète de la tarification ¹. Le seuil , le tarif bas, le tarif haut, la durée.

¹ Car cette politique produisant les effets escomptés, si elle reste inchangée en fin de période, il ne sera plus possible de financer les tarifs gratuits des premiers kWh. E Pisani : « Il faut toujours revoir une politique quand elle porte ses fruits, car elle entraîne alors des effets négatifs » (cf. au sujet de la PAC qu'il a créée). La politique de

Par la suite, nous prendrons les valeurs 220 kWh, 0€, 0,5€, 10 ans.²

Energie domestique gratuite de 0 à 220 kWh par personne et par mois, puis 0,5€ par kWh. Et ce quelque soit la source d'énergie.

Sur le graphique fig 1, la droite bleue présente la facture [€] sur la base du prix du mix énergétique français en 2021.

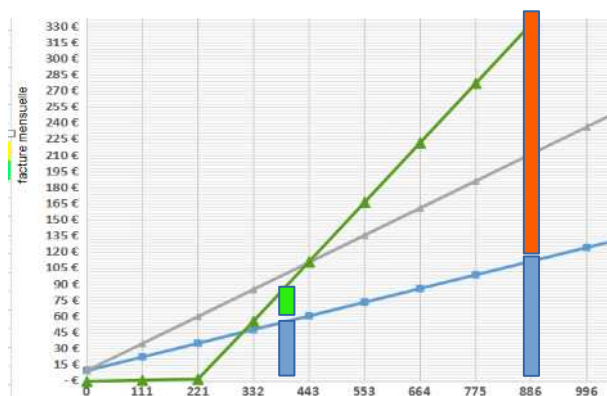


Figure 1: Facture mensuelle par kWh consommés – Cas de Mme Pauvre et de Mme Riche

En gris la droite pour le mix énergétique en 2031 avec une hypothèse d'augmentation moyenne des énergies du mix de 7% par an. C'est le scénario tendanciel actuel, c'est à dire que chaque année la courbe bleue oscille jusqu'à atteindre en 10 ans la courbe grise³.

En vert la droite de la proposition tarifaire stable de l'année 2021 à 2031. La consommation à l'objectif de la COP 21 [300 kWh/mois] est au même prix qu'en 2021. Celle au-delà est pénalisée. Celle au-delà de l'intersection de la droite verte et grise [450 kWh] montre la plus forte pénalité pour ceux 50 % au-delà de l'objectif. Ceux à 25 % en dessous de l'objectif ne payent plus leur énergie. La tarification à un double effet « carotte » et « bâton ».

.I Conséquences : les effets désirés

1 sur le comportement individuel: I

Le tarif vert incite toutes les personnes à réduire sa consommation à moins de 220 kWh/mois, car le prix de l'énergie est nul.

soit la **sobriété** énergétique pour ne pas trop dépasser les 220 kWh,

soit **l'efficacité énergétique** avec des équipements moins consommateurs ou par des travaux d'isolation⁴.

soit la **production d'énergies renouvelables**

C'est le triptyque négaWatt appliqué à l'échelle individuelle

libéralisation de l'énergie fête ses 10 ans, il faut l'évaluer et la repenser si nos objectifs ont changé.

² sur le site internet une variante à 150 kWh pour le seuil

³ D'autres simulations peuvent être faites sur l'ordonnée à l'origine et le coefficient directeur. Cette hypothèse de tarification est difficile à faire tant la hausse est imprévisible et sujet à correction par les pouvoirs politiques d'une année à l'autre. Elle augmente en cas de conflits dans le monde, elle baisse avec le soutien de l'état en période pré-électorale ou en cas de mouvement de gilets jaunes...

⁴ Le taux de retour sur investissement des travaux de rénovation BBC passent de 25 ans à 8 ans. CF vidéo site renoveco idée 1.

2 sur le comportement des entreprises du bâtiment:

la prévision des chantiers de rénovation est plus grande. Celles sur la baisse des constructions neuves aussi.

3 sur les ménages suivant les déciles de revenus

Ces hausses de factures de tous les français qui dépassent l'objectif de consommation COP 21 [300 kWh/mois] va être différemment ressentie par les ménages. Son poids relatif dans les dépenses des ménages variera en fonction de chaque Situation de l'Habitant et de son Logement (cf B cahier des charges de L'étude Rénov Éco)

Rappel du document précédent :

Tab 1 : Écarts entre moyenne et extrêmes -1^{er} et 10^{ème} déciles

	décile 1 « Mme Pauvre »	Moyenne « M France »	décile 10 « Mme Riche »
Par mois et par personne [kWh]	400	600	800
Empreinte écologique du logé [m ² /p]	30	40	60
Facture énergétique annuelle exprimée en mois de revenu ⁵ [mois]	1	1/2	1/4

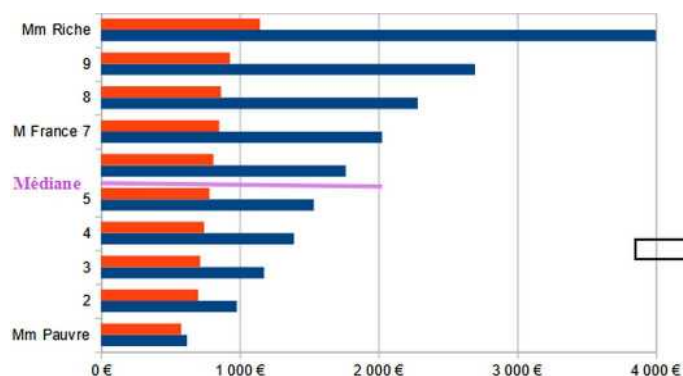


Figure 2: Inégalité des dépenses énergétiques inter-déciles

Pour le premier décile (en moyenne 400 kWh/mois) : En cas d'impossibilité d'agir sur la baisse de la consommation durant les 10 ans. On constate que le tarif vert est moins coûteux pour Mme Pauvre. Barre bleue et verte sur la fig 1

Pour le premier décile (en moyenne 800 kWh/mois) En cas de non volonté d'agir sur la baisse de la consommation, il pèse de manière « raisonnable » sur le budget de Mme Riche. Barre bleue et rouge sur la fig 1. Sa facture énergétique annuelle actuelle pèse 1/4 de son revenu mensuel, elle pèsera 3/4.

La situation est intermédiaires pour les autres déciles.

Alerte très importante, compte tenu de l'hétérogénéité intra-décile

Ces conclusions doivent être conduite très précisément par décile voir centile de revenus , il convient de faire une étude plus poussée (cf B cahier des charges de l'étude à réaliser)

Rappel du document précédent :

⁵ sur la base du mix énergétique français 32 % élec 32 % gaz 19 % bois 11 % fuel 5 % autre

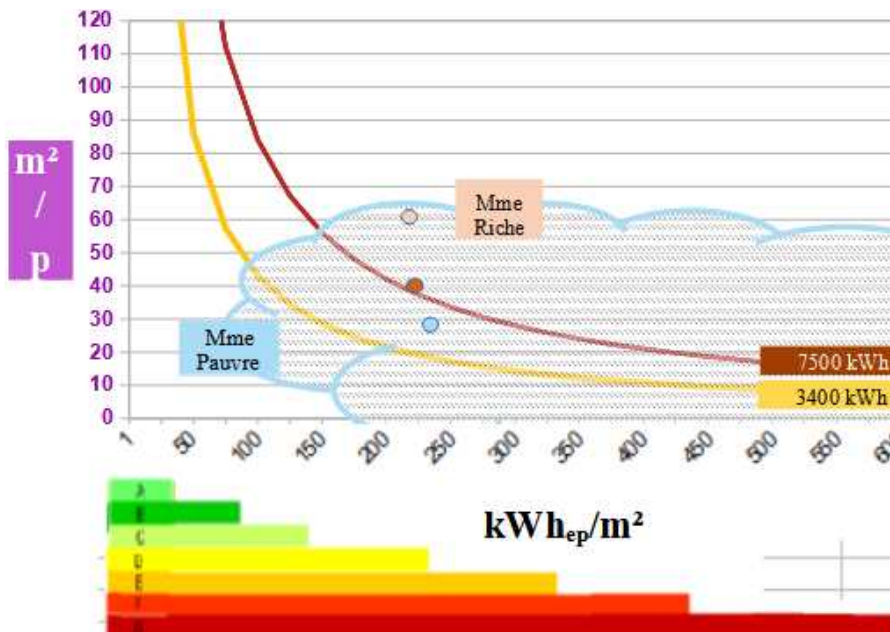


Figure 3: Hétérogénéité intra-décile sur la carte de la transition.

.II Effets induits⁶:

La France compte 52% de locataires et 48% de propriétaires occupants - La surface moyenne est de 45 m²/personne dans une maison et 32,4 m² en appartement

- Il y aura une forte revalorisation financière du **patrimoine** performant et une dévalorisation des patrimoines dits « passoires énergétiques »
- Il y aura plus facilement l'accord pour des travaux de rénovation performante dans les immeubles en copropriété.
- Il y aura une pression sur le **marché de la location** pour que les bailleurs offrent des appartements à meilleure performance énergétique.
- Il y aura moins de demande de logements sociaux grâce au développement des **locations et colocations**. Un nouveau marché entre des propriétaires de logement sous-habité et des locataires à petit budget (étudiants, travailleurs, retraités, pensionnés) grâce au seuil à prix nul.⁷
- Il y aura une baisse de la construction en neuf au profit de la rénovation. Donc une baisse de **l'énergie grise** dépensée.

Le parc nucléaire actuel a une capacité de 400 TWh, notre consommation d'énergie pour nos logements est de 450 TWh. Plus vite nous effectuerons notre transition, moins nous aurons de centrales à renouveler. Les économies de renouvellement du parc nucléaire. 50 Milliard ?

La réduction moyenne des surfaces domestiques, engendrerait aussi une réduction de la consommation des biens et de leur accumulation dans le logement 5 Milliards ?

⁶ Ces effets sont conformes à ceux prévus dans le document précédent.

⁷ **permettrait de réduire les constructions neuves 50 milliards/an ?**

La santé des mal logés et celle des « trop logés » (la maladie de la syllogomanie est actuellement en plein développement⁸) s'améliorera.

.III- Estimation des réductions de GES et d'économie d'énergie d'ici 2050

Il faudrait calculer les GES issus des énergies des TWh cumac économisés
ceux liés à l'accélération de la transition au regard des scénarios actuels 1000 TWh cumac. Plus le prix au-delà du seuil sera élevé, plus vite ce fera la transition.
ceux de l'utilisation eco-matériau pour l'isolation des bâtiments grâce aux trajectoires différenciées.
ceux de la baisse de la construction neuve
ceux de la baisse des biens de consommations non produits

.IV Politique redistributive écologique et sociale

Ces hausses de factures va générer des recettes budgétaires importantes. En première année, les sommes collectées liée à l'augmentation tarifaire totalisent 70 milliards d'Euros.⁹
Ce montant diminuerait chaque année, du fait du succès même de le politique choisie : la réduction de la consommation

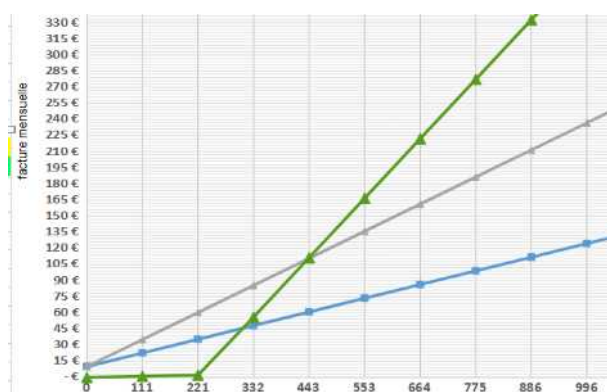


Figure 4: Facture mensuelle par kWh consommés

Cet excédent de recette alimentera une "caisse de la transition énergétique. Ces milliards iront d'abord au financement des 220 kWh gratuits pour tous les français quel que soit leur revenu et leur âge¹⁰.

Cette « subvention « écologique » pour tous les français aura ainsi un effet égalitaire comparable à un revenu de base universel. Cette politique corrige la forte injustice sociale de la politique actuelle (cf doc précédent) . Elle produit également un effet redistributif social, puisque les ménages les plus modestes sont ceux qui consomment le moins en tendance (mais attention à l'alerte!).

.V coût nul pour l'État et nouvelles missions régaliennes.

Les aides et crédits d'impôt actuels pour la rénovation des bâtiments pourront être utilisés :

⁸ La syllogomanie est un trouble mental qui se caractérise par une accumulation pathologique excessive et volontaire d'objets sans réels intérêts

⁹ 90 Milliards si le seuil est à 150 kWh/mois

¹⁰ C'est fig 1 l'aire « négative » entre la courbe verte et bleue en deça de leur intersection qui est inférieure à l'aire positive au-delà de leur intersection.

- pour la **formation** de professionnels vers les métiers du bâtiment à développer (auditeur passeport énergétique, coordinateur groupement d'artisans, chargé de rénovation, inspecteurs des travaux d'isolation, économiste de flux)
- pour un service public d'inspection des tarifs et de la qualité du travail (d'isolation/ d'équipement de chauffage, climatisation, ventilation/ EnR) des professionnels du bâtiment pour un service de contrôle des productions d'énergie non renouvelable illégales (productions devenues rentables par le tarif élevé ¹¹)
- pour encourager la création de **coopératives** d'autorénovation accompagnée (type Castor) par des professionnels ¹² de l'**efficacité énergétique** et des **énergies renouvelables**.

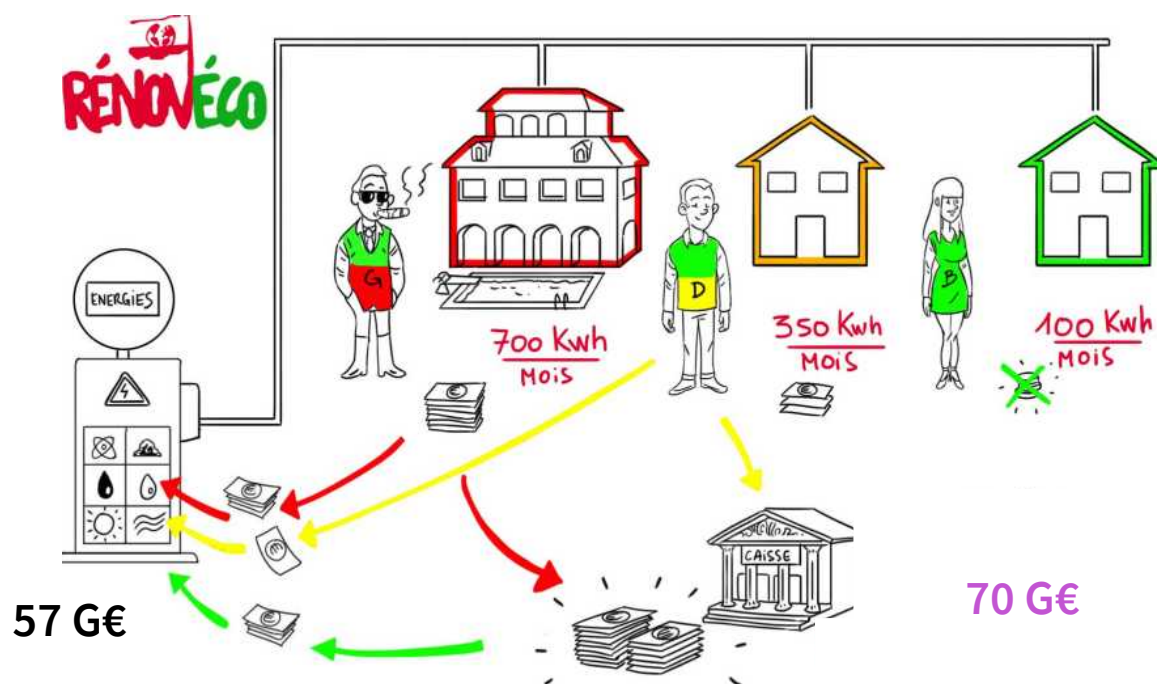


Figure 5: Mécanisme schématique – 450 TWh = 57 G€ en 2021

.3- Caisse de la transition, nouvelle institution à créer

Une « caisse de la transition » gérée en bien commun pourrait financer des politiques d'accompagnement et d'investissement dans la transition.

1. Financer les coûts de la régulation du prix de l'énergie consommé. En cas de hausse de prix des énergies importées sur les marchés internationaux suivant leur volatilité.
2. Financer une nouvelle politique de lutte contre la précarité énergétique. En effet un plus grand nombre d'habitants seront dans l'impossibilité de payer le surcoût de leur nouvelle facture.

¹¹ Les groupes électrogènes fonctionnant avec des énergies fossiles, les chaudières à bois non efficaces...

¹² Ce salarié pourra réaliser pour les coopérateurs : des diagnostics énergétiques des bâtiments, préconiser des solutions techniques chiffrées pour améliorer la performance énergétique et la qualité de vie, préconiser des solutions d'implantation d'énergies renouvelables. Après la décision des coopérateurs, il pourra coordonner les chantiers, contrôler la finition et le travail des artisans, contrôler les devis et les factures. Il pourra superviser des chantiers Castor réalisés entre coopérateurs.

2. Financer une monnaie pour la transition afin d'accélérer le changement de mode de vie (cf.4. Monnaie pour la transition).
3. Augmenter le budget des mesures d'accompagnement et d'encadrement de la transition (Ademe, FAIRE).
4. Créer une filière de production nationale d'équipement d'énergie renouvelables, financer des programmes de recherche sur l'innovation économique et l'innovation technologique... (Ministère de l'industrie)
5. Financer des projets pour réduire les émissions de GES (ex : capter le carbone par reforestation), pour développer la biodiversité (ex : financer des parcs naturels) et pour nous adapter au réchauffement (ex : digues contre les crues...) (Mouvements écologiques)
6. Financer le fonds vert de solidarité international décidé à la COP 21 (ONG de solidarité internationale Oxfam)
7. Financer le démantèlement de l'industrie du nucléaire et la reconversion des salariés des centrales (si choix politique du gouvernement)
8. Développer des prêts bonifiés pour les investissements dans l'isolation et les énergies renouvelables des particuliers et des entreprises (banques).

.4- Cahier des charges de l'étude pour déterminer les 4 paramètres

1. Caractériser des types de Situations **H**abitant-**L**ogement - SHL
Les SHL sont fonctions des Catégories Sociales Professionnelles/ des factures énergétiques/ des classes d'habitat (A à G) / des montants des travaux pour rénover à la trajectoire choisie/ des zones climatiques/du statut locataire ou propriétaire./ l'empreinte écologique du logé m2 habitable/personne
2. Scénariser Rénov Éco en faisant varier les 4 paramètres : seuil, prix bas et prix haut, durée de fixation des prix par l'Etat
Calculer le montant généré (les recettes de la caisse de la transition énergétique).
Préciser si le seuil doit être exprimé en énergie primaire ou en énergie finale.
Mesurer l'impact sur la facture énergétique pour chaque SHL.
Calculer le retour sur investissement des travaux pour chaque SHL.
3. En déduire les nouvelles politiques de lutte contre la précarité énergétique et l'effet redistributif national.
4. Inventer un modèle économique permettant de mesurer l'impact de l'idée 2- effets directs - indirects-induits,
évaluer le temps disponible pour du volontariat des habitants en fonction des SHL
5. Définir des indicateurs clefs. Etudier leur cinétique (évolution dans le temps) sur 15 ans.
Exemples d'indicateurs: les recettes et dépenses de la caisse de la transition énergétique, les SHL touchées par la précarité énergétique, les baisses nationales des consommations d'énergie, les performances énergétiques des logements par SHL, les prix du marché des biens immobiliers et de la location, l'emploi dans le bâtiment, l'auto-rénovation accompagnée, l'effet sur le mixte énergétique...etc.

.B Outil monétaire nouveau

La transition n'est finalement qu'un changement de comportements individuels et collectifs.

.1 Changer les comportements

Toute transition génère des effets sur l'être et l'avoir de chaque individu, donc des freins au changement.

Une société individualiste souffre plus lors des crises. La coopération, l'entraide et la solidarité apaisent et favorisent les transitions.

Une plus grande attention devrait être accordée à la compréhension et à la reconnaissance et au renforcement des capacités de résilience des communautés locales pour faire face aux impacts socio-économiques des crises" ¹³

.I Concevoir une nouvelle monnaie

Pour concevoir une nouvelle monnaie et tout ce que cela comprend et signifie au-delà du simple instrument monétaire. Il convient d'identifier les "mèmes" ¹⁴du passé et ceux utiles au monde d'après.

Les valeurs et schémas du passé (mèmes issues du vécu des boomers actuellement aux postes de décision) sont celles en place. Elles transmises aux jeunes génération (mais non encore éprouvées par leur expérience) . Elles sont donc dans la psyché puis dans le comportement de beaucoup de français. Elles sont dans les scénarios de transition actuels. Confort= surface, accumulation de bien matériel, réussite sociale = maison avec piscine, marques commerciales = luxe , nouveauté technologique..etc

Mais déjà des créatifs socio-culturels développent de nouveaux mèmes. Tiny house, slow technologie, low tech, habitat participatif, Auto-Réhabilitation accompagnée, éco-matériaux, chantiers participatifs, habitat inter-générationnel, logement solidaire, sobriété énergétique.....

Une monnaie pourrait être créé pour accompagner et accélérer ces changements de comportements. Pour cela il faut concevoir astucieusement" le triptyque des monnaies Outil Projet Croyance"¹⁵

Voici l'idée d'une monnaie temps en kWh, permettant au niveau local (communes ? quartiers ?) de choisir son mode de transition écologique et sociale adapté à son contexte local

¹³ « Une autre fin du monde est possible, vivre l'effondrement et pas seulement y survivre » de Pablo Servigne, Raphaël Stevens et Gauthier Chapelle aux éditions du Seuil .

¹⁴ un mème est un élément culturel ou comportemental qui se transmet d'un individu à l'autre par imitation ou par d'autres moyens non génétiques.

¹⁵ Une monnaie est **un projet** politique. Elle créée par des hommes pour répondre à des besoins d'un collectif d'hommes sur un territoire avec une naissance une vie et une fin de vie. Elle est conçue pour des effets désirés, mais ne manque pas de générer des effets imprévus (heureux ou malheureux pour tout ou partie du collectif). Une monnaie **n'est qu'une confiance** commune que le collectif partage. Une monnaie n'existe que parce qu'elle **est un outil qui** rend des services. Au cours de l'histoire des monnaies, des fonctions des outils se sont complexifiées, des fonctions nouvelles se sont ajoutées, et d'autres fonctions ont disparu.

Appel local à projet et à volontariat dans tous les déciles



Délibération locale et citoyenne

. Pour Réaliser des services non rentables

- Soins à la nature : Végétalisation urbaine - adaptation arboricole- dépolluer
- Soins aux personnes ...

. Pour Produire des biens non rentables

- matériaux locaux et éco-isolation
- aliments : lutte gaspillage = glanage et transformation - jardins collectifs

. Pour ré-inventer le travail : œuvrer ensemble aux antipodes du Burn-Out et du Bore-Out

Un chèque énergie délivré localement contre du volontariat.

20 kWh = 1 heure de volontariat (quelles que soient les activités). [2]

Le choix des bénéficiaires, des projets, des modalités est décidé localement.

.II Effets visés

Notre société et notre milieu naturel ont besoin du soin des bénévoles. Il faut **amplifier le volontariat** pour :

- Accompagner le changement de nos modes d'habitat,
- Aider à l'auto-rénovation de nos habitats
- Favoriser l'autoproduction et la maintenance de petites centrales à énergie renouvelable,
- On peut y ajouter suivant les territoires : reforester, soutenir à la biodiversité, tri et recyclage, reconverter des modes de productions agricoles, des modes de transport...
- Mais aussi dans d'autres contextes locaux protéger des plus faibles : soins aux enfants, personnes âgées, malades, handicapées, aux sans-abris, aux mal logés...etc.

.III Effets induits possibles

- Le développement de la participation citoyenne : pour agréer et arbitrer entre les projets locaux proposés par des associations locales.
- Le développement de l'activité associative, et la création de petites entreprises
- Le développement des circuits courts.
- La réduction du temps de travail (choisie par le salarié) pour développer des services civiques : diminution des « bull-shit jobs » et des maladies psychologiques au travail.
- Le développement de tout ce qui ne relève pas du marché : l'estime de soi, le partage, la cohésion sociale locale intergénérationnelle et intercommunautaire.

Exemple d'un choix local

Budget commune de 5000 habitants.

Accord de la Caisse de 500 000 kWh

20 projets retenus par la mairie :

Pour les bénéficiaires de RSA : jusqu'à 80% de la facture énergétique.

Pour les temps partiels : jusqu'à 40% de la facture énergétique.